



HAL
open science

L'observation territoriale, catalyseur et outil des partenariats multisectoriels

Jean-Jacques Girardot, Serge Ormaux

► **To cite this version:**

Jean-Jacques Girardot, Serge Ormaux. L'observation territoriale, catalyseur et outil des partenariats multisectoriels. XLVe colloque ASRDLF (Territoires et action publique territoriale: nouvelles ressources pour le développement territorial) - Université du Québec, Aug 2008, Rimouski, Canada. pp.1-20. hal-00767248

HAL Id: hal-00767248

<https://hal.science/hal-00767248>

Submitted on 21 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

XLVe colloque ASRDLF 2008 – Université du Québec à RIMOUSKI – 25-27 août
Territoires et action publique territoriale : nouvelles ressources pour le développement territorial.

L'OBSERVATION TERRITORIALE, CATALYSEUR ET OUTIL DES PARTENARIATS MULTISECTORIELS.

Jean-Jacques Girardot, MCF en sciences économiques, Coordinateur scientifique de l'action européenne caENTI, Université de Franche-Comté, jjg@mshe.univ-fcomte.fr

Serge Ormaux, professeur de géographie, directeur du laboratoire ThéMA, UMR CNRS- Université de Franche-Comté, serge.ormaux@univ-fcomte.fr

Cette communication présente les principes, les méthodes, les outils et les pratiques d'observation territoriale et communautaire que le laboratoire ThéMA et le Réseau européen d'intelligence territoriale proposent aux partenariats multisectoriels de développement depuis près de 20 ans. Ce réseau est actuellement financé par le 6^e programme de recherche et de développement technologique de l'Union Européenne dans le cadre de l'action de coordination du Réseau Européen d'Intelligence Territoriale (caENTI) dans la thématique "Citoyens et gouvernance dans une société de la connaissance". C'est l'un des trois projets de recherche européens à coordination française dans le domaine des sciences socio-économiques et humaines.

La communication analyse l'évolution des méthodes et des outils d'observation afin de mieux répondre aux besoins et aux usages des partenariats multisectoriels.

Le partenariat entre les secteurs public et privé constitue un instrument essentiel de la gouvernance locale afin de répondre aux enjeux actuels du développement local dans la logique d'approche intégrée caractéristique du développement durable. Ils sont qualifiés de multisectoriels dans un double sens. D'une part, ils associent des acteurs des secteurs publics, parapublics, privés et associatifs. D'autre part, ces services relèvent de différents secteurs d'activités : emploi, santé, social, logement, éducation, formation, culture, etc. Ils sont dénommés partenariats de développement dans le programme européen de cohésion social Equal, dont ils constituent la clé de voûte.

La gouvernance est l'une des mutations prioritaires de l'Agenda 21. Elle ambitionne d'assurer conjointement le bien être des citoyens, la cohésion sociale et l'équilibre à long terme des relations entre la société et son environnement. La diffusion de cette notion répond aux tendances économiques et politiques communes de la décentralisation qui ont conduit conjointement à l'accentuation de la déconcentration administrative, à la délégation des compétences politiques, au transfert des ordres publics de l'état aux communautés territoriales et à la co-responsabilité financière. Dans le contexte de la globalisation, où nous partageons les évolutions économiques, sociales, environnementales et culturelles à l'échelle planétaire, ces évolutions ont renforcé l'importance des territoires comme espace d'action selon l'adage "Penser globalement, agir localement."

Dans ce contexte, la gouvernance locale tire sa spécificité du fait que l'interaction entre la communauté globale et les communautés locales produit des effets contradictoires au niveau du développement industriel, de la cohésion sociale, de l'aménagement spatial, de l'environnement et du fonctionnement des communautés. Les partenariats multisectoriels constituent une réponse à l'accroissement des coûts sociaux et environnementaux que les gouvernements locaux doivent affronter. Contrairement à la logique de la déconcentration, organisée en secteurs correspondant au découpage ministériel de l'Etat Nation, ces réseaux se

constituent en associant les pouvoirs publics et la société civile dans des projets communs qui rassemblent les acteurs de tous les secteurs d'action.

La méthode Catalyse a été conçue en 1989 au sein du projet "Mosaïque" dans le cadre du troisième programme européen de lutte contre la pauvreté (1989-1993), afin de proposer des outils de diagnostic, d'évaluation et d'observation accessibles aux acteurs locaux du développement territorial durable. Ces outils respectent et favorisent les principes d'approche globale et de partenariat et de participation issus du développement durable et promus par les programmes européens de cohésion sociale. Catalyse a initié une trentaine de dispositifs d'observation en Europe associés à des partenariats territoriaux multisectoriels dont la fonction d'observation facilite la constitution et l'animation participative.

Ces projets ont constitué un réseau d'échange informel, baptisé Réseau européen d'intelligence territoriale en 2003. Depuis mars 2006, l'action caENTI regroupe huit universités et sept partenariats locaux, avec l'objectif d'intégrer des actions de recherche sur les outils d'intelligence territoriale et leur donner une dimension européenne. Elle a permis d'harmoniser et d'intégrer les outils Catalyse, et de modéliser la gouvernance de l'observation au sein des partenariats multisectoriels. Elle définit actuellement les spécifications de systèmes communautaires d'intelligence territoriale qui constitueront la structure d'observatoires territoriaux qui veulent mettre les TIC au service des communautés territoriales pour favoriser le partage des informations, le travail coopératif et la diffusion de l'information au sein des partenariats multisectoriels.

La caENTI a également montré l'importance de l'observation comme lieu de rencontre entre la recherche et l'action, et comme synthèse de connaissances issues de différents horizons. L'observation se trouve ainsi actuellement face à de nombreux enjeux : multidisciplinarité et multisectorialité, gestion d'échelles multiples, décentralisation, participation, pérennité et partenariat public-privé.

1. L'émergence de la gouvernance locale, cadre des partenariats multisectoriels.

Les partenariats multisectoriels sont les instruments de la gouvernance locale dans le contexte général du développement planétaire de la gouvernance.

1.1. L'émergence de la gouvernance à l'échelle planétaire.

Le développement de la gouvernance est lié aux tendances économiques et politiques de la crise économique et sociale qui s'est développée à partir du premier choc pétrolier de 1973¹, amplifiée par le développement de la société de l'information.

Cette crise a eu pour conséquences économiques et sociales l'arrêt de la croissance industrielle, le chômage de masse, la fragilisation des systèmes de protection sociale, l'augmentation de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion. Elle a marginalisé des groupes sociaux et des régions entières frappées par la récession industrielle.

L'émergence de la société de l'information dans la seconde moitié des années soixante-dix² ne s'est pas seulement traduite par la diffusion à bas coût des technologies de

¹ En octobre 1973, pendant la guerre du Kippour, les pays arabes membres de l'OPEP décident un embargo sur les livraisons de pétrole brut. Cette décision provoque le quadruplement du prix du baril de pétrole brut en quelques semaines fin 1973.

² En 1977, Marc Uri Porat a démontré que la majeure partie de la population active des pays industrialisés était désormais employée dans le secteur de l'information pour fabriquer des matériels informatiques et de

l'information. L'automatisation des ateliers dès les années 70, puis l'informatisation des services dans les années 80, ont également renforcé l'intensité et l'impact de la crise.

La baisse des revenus du travail et le chômage de masse vont aboutir à l'évolution des modes de gouvernement.

À la baisse des revenus du travail correspond une embellie des marchés financiers dans les années 80. Toutefois, la spéculation provoque depuis 1987 une série de krachs boursiers, parmi lesquels la « bulle Internet » à la fin des années 90 et, plus récemment, la crise des « subprimes » et les dérèglements des marchés céréaliers.

Les politiques keynésiennes de relance par la consommation et par la revalorisation des bas revenus tentées durant les années 80 ont échoué. Les politiques libérales ne sont pas parvenues à rétablir la croissance et le plein emploi. L'indemnisation du chômage, l'allongement de la durée de la vie et un effondrement démographique inédit creusent les déficits sociaux. Avec la fin du plein emploi, les systèmes de protection sociale de l'« État Providence »³ sont fragilisés et montrent leurs limites avec l'augmentation de la vulnérabilité des personnes et des territoires.

Dans les années 90, après la chute de l'Union Soviétique et l'émergence des nouveaux pays industriels en Asie, les pays occidentaux à la recherche de nouveaux marchés promeuvent le libre-échange mondial. Les entreprises européennes, qui avaient d'abord réagi à l'augmentation des coûts sociaux de la main d'œuvre par la substitution du capital au travail, délocalisent leur production vers les pays à faible salaire, qui augmente encore plus le chômage. Les politiques et les marchés locaux s'intègrent aux politiques et aux marchés internationaux. L'interdépendance financière, économique et sociale à l'échelle planétaire se généralise. Le développement de la société de l'information, qui annule les distances et qui réduit considérablement les temps de transactions, renforce la globalisation.

Les crises boursières répétitives, d'une part, et la prise de conscience croissante de la montée des problèmes environnementaux, sanitaires et de la malnutrition à l'échelle planétaire, d'autre part, posent la nécessité de nouvelles régulations des relations entre l'humanité et la biosphère au niveau mondial; d'une nouvelle gouvernance qui associe les états, les entreprises multinationales privées et le « troisième secteur », les organisations non gouvernementales. Dans les années 90, les opinions publiques commencent à se détacher des choix économiques et politiques des décennies précédentes et remettent en question les processus de décision fondés sur le pouvoir central fortement hiérarchisé ou sur les stratégies et les spéculations à court terme. Un paradigme, issu des revendications du tiers-monde, le développement durable, commence à triompher des critiques battues en brèche par la réalité des périls planétaires.

1.2. Gouvernance locale et partenariats multisectoriels

La gouvernance se caractérise par la décentralisation des mécanismes de prises de décisions. Ils s'élargissent à la fois vers la société civile et vers les territoires.

J. Tulchin et A. Selee⁴ ont montré que la crise avait eu des effets désintégrateurs sur les économies nationales. La crise de légitimité des « États Nations » aboutit à la réaffirmation des identités locales, à l'accentuation de la déconcentration administrative, à la

télécommunication, pour éditer des logiciels et, principalement, pour produire et diffuser des informations. Dans la logique de l'analyse du développement en trois secteurs de Colin Clark, Porat propose le concept de société de l'information pour décrire une société dans laquelle l'information est devenue le principal *vecteur* du développement.

³ Welfare State

⁴ Tulchin, J. S., Selee, A. D., 2003 : Mexico's Politics and Society in Transition. Lynne Rienner Publishers, Inc., Boulder, Colorado.

décentralisation des compétences politiques, au transfert des politiques publiques de l'État vers les collectivités territoriales, et à la co-responsabilité financière. Le territoire est devenu la « brique de base »⁵ d'une société équitable et durable.

Même dans un contexte de croissance, l'intérêt économique des investissements colossaux que sont les parcs industriels et scientifiques est contrebalancé à l'échelle locale par leurs coûts sociaux et environnementaux. Pour faire face à ces coûts « les stratégies locales de management doivent à présent être élargies pour inclure la gouvernance locale qui fait référence à un changement des modes de gouvernement intégrant des réseaux auto organisés et interconnectés caractérisés par les échanges de ressources et l'autonomie par rapport à l'État »⁶.

Le développement de la gouvernance locale répond à celui de la gouvernance mondiale. Les modes de régulation s'assouplissent à tous les niveaux sur la base du partenariat entre acteurs publics et privés.

Depuis une vingtaine d'années au moins, la gouvernance européenne incite les acteurs locaux à s'organiser en partenariats multisectoriels à l'échelle territoriale. Ces réseaux doivent trouver des outils pour partager leurs informations et coopérer dans l'action en dépit de la distance géographique et bien que leurs membres travaillent au quotidien dans des organismes différents, avec des cultures professionnelles variées.

2. L'observation, catalyseur des partenariats multisectoriels. La méthode Catalyse

Face à ces besoins, la méthode Catalyse a proposé des outils de diagnostic, d'évaluation et d'observation accessibles aux acteurs locaux du développement territorial durable au sein du projet "Mosaïque" du "Troisième programme européen de lutte contre la pauvreté (1989-1993)".

Ce programme répondait aux effets économiques et sociaux de la crise "Les situations de pauvreté et d'exclusion sont devenues à la fois plus nombreuses et plus visibles. Cela tient à plusieurs raisons : l'augmentation du chômage, et surtout du chômage de longue durée [et du chômage des jeunes, ajouté par nous], la précarisation de l'emploi, la fragilité des structures familiales, les insuffisances de la protection sociale... Selon les estimations statistiques, 50 millions de personnes en Europe vivent en dessous du seuil de pauvreté [...] Il y a là un défi majeur pour les politiques économiques et sociales [...]. Le programme "Pauvreté 3" [...] se propose de soutenir des innovations [...] en faveur des populations les plus vulnérables. En ce sens, l'accent mis par le programme sur l'intégration économique et sociale et le partenariat au service de la solidarité devrait stimuler le développement de stratégies multidimensionnelles."⁷

L'innovation concerne la gouvernance et plus précisément trois principes issus du paradigme du développement durable : l'approche globale ou intégrée, son corollaire le partenariat, et la participation. "Le programme développe une approche multidimensionnelle de la pauvreté en incitant les projets à s'inscrire dans leur contexte local et à s'associer avec le

⁵ Site Internet de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme <http://www.fph.ch/fr/strategie/thematique/territoire-brique-de-base.html>

⁶ Tsay, R. M., Shiang, J., 2005 : Governance and Industrial Change in the Context of Globalization, in : *3e colloque international du Réseau Européen d'Intelligence Territoriale*, LIÈGE (Belgique), 20 et 21 octobre 2005, <URL:<http://mti.univ-fcomte.fr/reit>>

⁷ Quintin O., 1989: Le troisième programme de lutte contre la pauvreté, Commission Européenne, Direction Générale V, Avant-propos.

plus grand nombre de partenaires afin de garantir l'efficacité de leur action et la convergence des initiatives. La participation des populations démunies aux actions visant l'amélioration de leurs conditions d'existence constituait également l'un des objectifs de son champ d'action. Cette participation ne doit pas se limiter à sa dimension de consommation de services. Elle doit être active et étendue aux structures décisionnelles des projets.”⁸. Ces trois principes ont été régulièrement repris dans les appels à projet des programmes européens de développement, puis dans les appels à projets nationaux et régionaux.

L'objectif de l'action Mosaïque “Approche globale des phénomènes d'exclusion” était de “mobiliser les structures disponibles, en coordonnant leurs activités et en complétant le dispositif existant en fonction des besoins des plus exclus. Sa stratégie est fondée sur le développement d'actions concertées qui associaient des opérateurs pour proposer un ensemble de réponses appropriées à l'intégration économique et sociale d'un groupe cible dans un contexte territorial spécifique, urbain ou rural”⁹

La méthode Catalyse s'est fondée sur trois principes de base :

1. Les projets partenariaux s'élaborent à partir des *besoins* des *usagers*, consommateurs finaux des *services* proposés par ces projets, et non seulement en fonction des compétences des *acteurs* fournisseurs des services. Catalyse applique ici un principe du développement durable qui “s'attache à résoudre les besoins des populations sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.”¹⁰. Dans ce dessein, il est indispensable de procéder à des diagnostics multidimensionnels. Il est possible de réaliser un tel diagnostic par enquête. Le choix de Catalyse est d'exploiter les résultats des entretiens individuels réalisés par les acteurs auprès des usagers dans le cadre de la consommation des services. Cette démarche a l'avantage d'impliquer les acteurs dans une démarche collective d'apprentissage afin de développer un langage et une culture commune.

2. La mobilisation des acteurs s'effectue dans le cadre d'un *projet* commun, autour d'un objectif correspondant à la résolution de besoins concrets identifiés par les acteurs, soit en créant de nouveaux services, soit en faisant évoluer des services, ou encore en associant des services, etc. Cela implique un inventaire des services existant et la connaissance mutuelle des compétences des acteurs. Cela suppose l'évaluation des services dont la satisfaction de l'utilisateur est le principal critère conformément au premier principe.

3. Le territoire contribue à la spécificité des besoins et des services, même si les causes des problèmes sont partagées par les territoires. Le territoire confère également un cadre à la mobilisation des acteurs.

La méthode Catalyse a dû répondre à deux enjeux majeurs :

1. La méconnaissance par les acteurs des technologies informatiques et des outils d'analyse statistique et spatiale. Ces outils étaient essentiellement utilisés dans les laboratoires et par des experts. Les acteurs n'étaient pas formés à l'usage de ces outils et manifestaient même de la défiance. Cependant, le recours à ces outils était indispensable pour analyser la complexité des besoins, pour rendre compte de leur diversité et pour analyser les disparités territoriales. De ce point de vue, Catalyse représente un effort technologique important pour introduire l'usage des technologies de l'information et de la communication et pour transférer

⁸ Abou Sada G., 1989: Le troisième programme de lutte contre la pauvreté, Commission Européenne, Direction Générale V, préface.

⁹ Brunau E., Girardot J.-J., 1989: projet “Approche globale des phénomènes d'exclusion”, réponse à l'appel à projet du troisième programme européen de lutte contre la pauvreté.

¹⁰ United Nations, 1987 : Development and international economic co-operation: environnement. Report of the world commission on environment and development. Coordinated by Brundland G.H.

les méthodes scientifiques dans des outils conviviaux, économiques, robustes et simples à utiliser, tout en respectant l'éthique du développement durable.

2. Animer la coopération d'acteurs qui appartiennent à des cultures professionnelles différentes et qui sont souvent placés en concurrence au niveau de l'accès aux financements, en absence d'organisation hiérarchique.

Au sein du partenariat Mosaïque, Catalyse a montré que l'usage des TIC permettait de partager l'observation pour élaborer ensemble une vision synthétique, une "photographie", des besoins, dont les acteurs ne disposaient pas isolément. Elle a amélioré la connaissance mutuelle des acteurs et la spécialisation des services en fonction des compétences des acteurs.

Elle a montré qu'elle constituait un outil de dynamisation du partenariat. La réalisation d'un diagnostic ou d'une évaluation était l'occasion d'une première coopération, d'un apprentissage collectif qui débouchait sur des propositions d'actions nouvelles. La méthode tire d'ailleurs son nom du catalyseur, substance qui augmente la vitesse d'une réaction chimique sans faire partie du produit.

Catalyse a également permis d'évaluer l'impact de Mosaïque au niveau de chacun des usagers pris en charge, en matière d'emploi (29 %, dont 10 % de CDI) et des différents facteurs du bien être sanitaire et social.

La méthode a été ensuite utilisée pour établir le plan départemental d'insertion du Doubs 1994-1999 en réunissant un partenariat d'une centaine d'acteurs à l'échelle d'un département de 500 000 habitants. Cette expérience a permis de montrer aux acteurs, qui estimaient être les exécutants de décisions supérieures, que le partenariat pouvait constituer une instance de proposition en matière de développement territorial.

L'association Mosaïque a malheureusement disparu lorsque le pouvoir politique a voulu l'intégrer et restructurer le partenariat autour des services publics au détriment du secteur associatif.

La méthode Catalyse a été sollicitée pour développer des partenariats multisectoriels dans différentes régions d'Europe.

ThéMA a réalisé en 1994 avec la jeune université de Huelva (Espagne, <http://ole.uhu.es>) une carte sociale concernant 3852 chefs de ménage concernant la ville de Huelva (170 000 habitants). Ce diagnostic a permis d'argumenter le projet européen Urban "Huelva en Action" à partir des besoins des habitants. Ce projet cofinancé par la mairie a mobilisé des partenariats importants d'acteurs publics, privés et associatifs à l'échelle des quartiers autour de l'Observatoire Local de l'Emploi Le "Plan Intégral du District V" a été sélectionné cette année pour le septième concours international des bonnes pratiques des Nations Unies en 2008.

En 1998, l'association caritative espagnole ACCEM (<http://mti.univ-fcomte.fr/accem/>) a sollicité la méthode Catalyse pour mettre en place un suivi des migrants hébergés et accompagnés par son réseau de centres d'accueil en Espagne. Les centres de Gijon (<http://www.odina.info>) et de Siguënza (<http://www.opasi.es>) ont développé deux observatoires locaux animés par des partenariats à dominante associative qui rassemblent des acteurs privés et publics qui coopèrent à l'intégration des migrants que se soit leur mission principale ou non. Ces deux observatoires se sont dédoublés à Oviedo et Guadalajara respectivement. D'autres centres ont développé des observatoires pour animer des partenariats multisectoriels à Leon, Séville, Gerone, Valence ... Une dizaine d'observatoires constituent à présent un réseau qui concentre les ressources techniques, assure les formations et le conseil stratégique. Il travaille en lien avec le système national SIRIA, système d'information pour les programmes pour les réfugiés, les immigrants et les demandeurs d'asile.



Figure 1 : Le réseau des observatoires partenariaux de l'ACCEM

L'observatoire communautaire OPTIMA de Seraing (Belgique, <http://www.optima-obs.org>) s'est développé à l'initiative d'acteurs de la société civile du secteur de la santé. Il s'est progressivement élargi à une soixantaine d'acteurs, associations à caractère social, entreprises d'insertion, services sociaux publics, etc.

L'observatoire Intercommunal INTEGRA (Belgique) (<http://www.integraplus.be>) a été au contraire initié par un centre public d'action sociale, avant de devenir intercommunal. Il réunit également un partenariat très diversifié pour accompagner vers l'emploi un public rural vulnérable.

Des systèmes d'observation et d'évaluation sont actuellement réalisés dans le cadre de programmes EQUAL, en Franche-Comté avec plusieurs organismes : l'ADAPEI, le réseau des jardins de COCAGNE, et l'action Médiation qui conduisent des actions d'insertion socioprofessionnelle.

Au total plus de 30 projets ont été réalisés en Europe depuis 1994 sur la base de la méthode Catalyse. Ce sont des diagnostics, des partenariats de développement temporaires ou de dispositifs permanents d'observation animés par des partenariats multisectoriels. Ces projets ont toujours constitué un réseau d'échange, constitué en Réseau européen d'intelligence territoriale en 2003. Il est coordonné depuis 2006 par le projet de recherche européen caENTI.

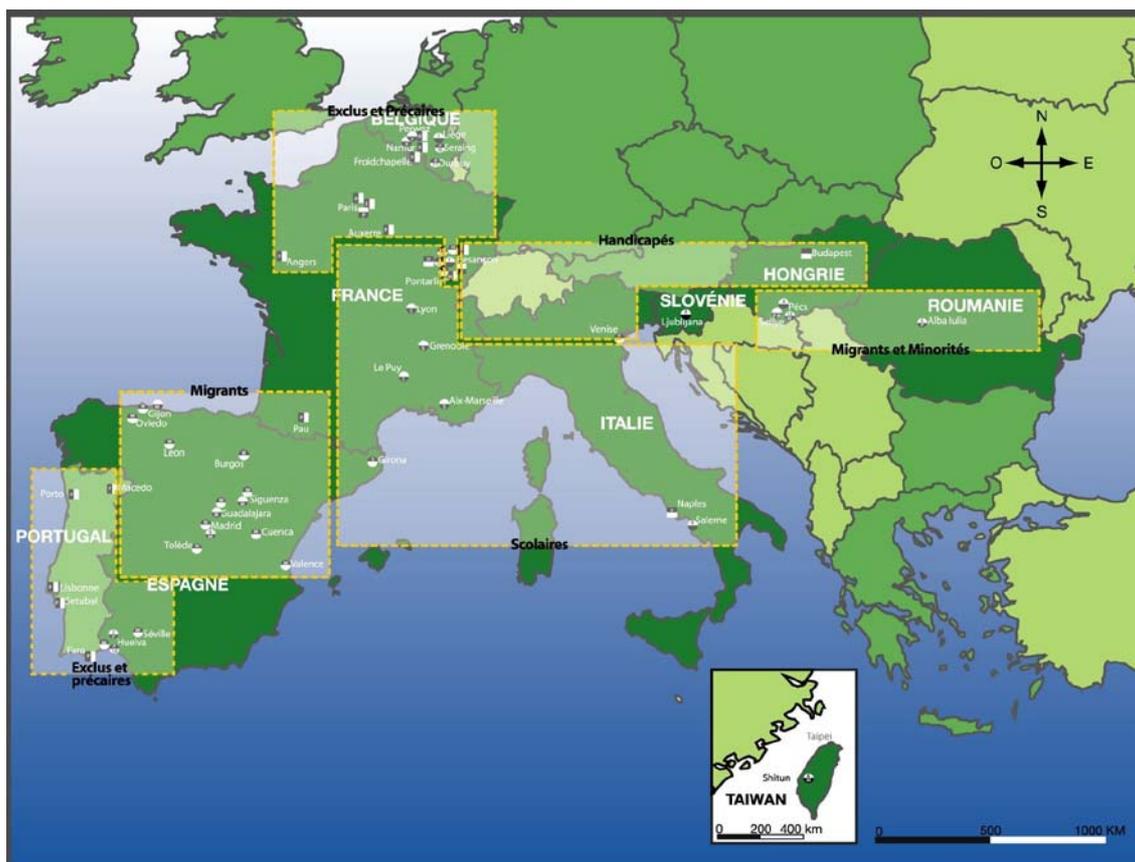


Figure 2 : carte européenne des projets Catalyse et types de publics.

2. Modélisation des outils Catalyse et proposition d'un système d'information territoriale adapté au développement durable.

La caENTI a harmonisé, intégré et mis en ligne les outils Catalyse. Elle a également modélisé la gouvernance des partenariats de développement intégrant une fonction d'observation. Sur cette base, elle établit actuellement les spécifications d'un système communautaire d'intelligence territoriale comme base d'observatoires associés à un partenariat multisectoriel.

2.1. Harmonisation, intégration et mise en ligne des outils Catalyse.

L'harmonisation des outils Catalyse s'est opérée, d'une part, par synthèse des contenus d'information et des logiciels d'analyse utilisés par les projets territoriaux Catalyse, en impliquant les universités selon une logique régionale et linguistique et, d'autre part, et en les harmonisant avec les standards européens accessibles au niveau territorial lorsqu'ils existent.

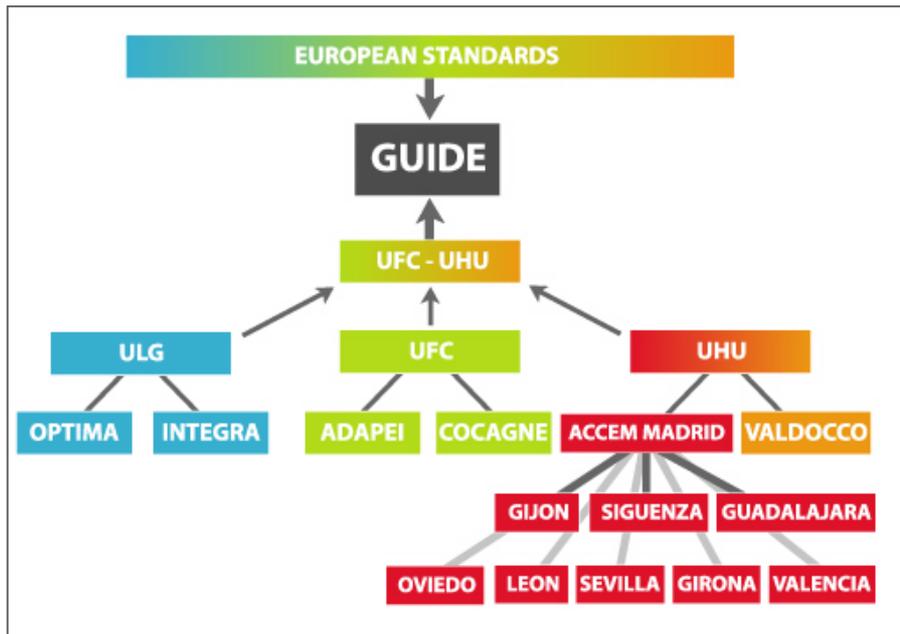


Figure 3: harmonisation des outils Catalyse.

Le schéma de la méthode et des outils Catalyse a été établi pour refondre les spécifications des outils pour les acteurs à partir des méthodes scientifiques et des outils génériques qui les inspirent (en gris sur le schéma), pour améliorer leur intégration et pour les rendre accessibles en ligne.

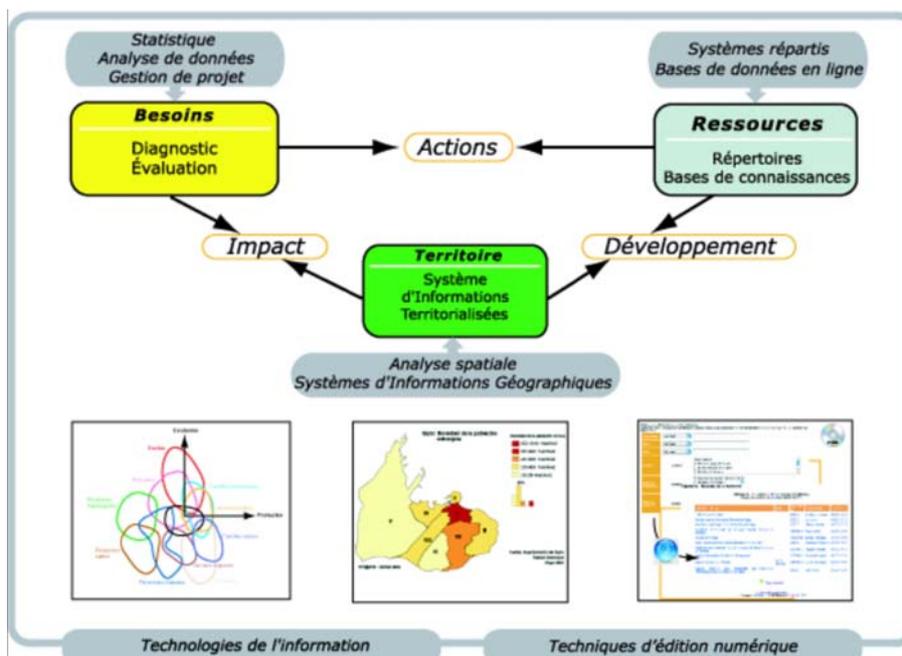


Figure 4: méthode et outils Catalyse

En effet, pour réaliser des outils accessibles et utiles aux acteurs, Catalyse adapte des méthodes fondamentales et des instruments génériques de large applicabilité. Ce sont des méthodes d'analyse statistique et spatiale des données, des protocoles de gestion de projet et d'évaluation, des bases de connaissances, des systèmes d'édition scientifique et technique, des systèmes d'information géographique, qui utilisent les technologies de l'information et de la communication. Catalyse utilise notamment les logiciels conviviaux conçus pour les chercheurs en sciences humaines et sociales qui ont été réalisés par l'équipe de recherche en intelligence territoriale de ThéMA :

- Le logiciel Pragma de dépouillement quantitatif d'enquêtes ;
- Les logiciels Anaconda et Nuage d'analyse qualitative des données, qui combinent analyse factorielle des correspondances et classification ascendante hiérarchique;
- Le système d'information territorial Sitra, conçu en partenariat avec le Laboratoire d'Informatique de l'université de Franche-Comté.

La caENTI a établi les spécifications qui ont ensuite permis :

- D'intégrer le logiciel Nuage dans Anaconda,
- De développer des versions multiplateformes et multilingues, en langage Java, des logiciels Pragma et Anaconda, avec le projet de les intégrer.
- D'engager le développement de versions en ligne de ces logiciels.

La méthode Catalyse confronte trois types d'informations et utilise à cette fin trois séries d'outils, selon le schéma suivant :

1. Les ***outils de diagnostic et d'évaluation*** mutualisent et traitent les informations individuelles multisectorielles pour définir des profils de besoins et pour en mesurer l'importance, afin de proposer les services adaptés à ces besoins. Les mêmes outils servent ensuite pour évaluer les actions qui délivrent des services aux personnes. Ils se fondent sur un ***guide de diagnostic et d'évaluation*** qui recueille les informations individuelles selon une approche multisectorielle. La caENTI la structure et les contenus minimaux du guide à l'échelle européenne, ainsi que son intégration au sein de dossier d'accompagnement individuel. Pour faciliter l'exploitation du guide, chaque question est rédigée sous forme fermée, elle propose le choix entre plusieurs modalités de réponse harmonisées en fonction des indicateurs disponibles au niveau territorial. Pragma calcule des tableaux de bord quantitatifs. Anaconda établit une typologie des personnes en fonction de leurs profils de besoins. La caENTI a engagé l'harmonisation de protocoles de traitements afin de les harmoniser.

2. Le **répertoire de services** est une base de données actualisable et consultable en ligne. Il inventorie les services aux personnes accessibles aux habitants du territoire. Chaque service est décrit grâce à un formulaire dont les contenus sont structurés, comme pour le guide, en thèmes, descripteurs et modalités. La correspondance entre les questions du guide et les descripteurs du répertoire permet la comparaison entre les besoins diagnostiqués et les

services inventoriés. Cette confrontation entre demande et offre permet d'évaluer la pertinence des services existants et d'identifier les services manquants, de façon à adapter l'offre de services aux besoins exprimés. Également harmonisé, le répertoire a été intégré à un système de gestion de contenus qui constitue le squelette du site Internet d'un observatoire.

3. Le *système d'indicateurs territoriaux* intègre une sélection d'informations à caractère socio-économique décrivant le territoire et la communauté territoriale. Ces données sont constituées et fournies par les services statistiques d'institutions spécialisées. Certains indicateurs sont accessibles en ligne. Le système d'indicateurs territoriaux édite des **cartes** de besoins, de services et d'indicateurs territoriaux. Elles permettent de comparer la répartition territoriale des besoins avec celle des services et, éventuellement, avec les indicateurs territoriaux, pour optimiser la localisation des services.

Les logiciels Pragma et Anaconda peuvent également être utilisés pour analyser les services et les indicateurs contextuels, quantitativement et qualitativement.

2.2. Catalyse et la gouvernance des partenariats multisectoriels

La caENTI a également modélisé la *gouvernance participative de l'observation au sein des partenariats multisectoriels*.

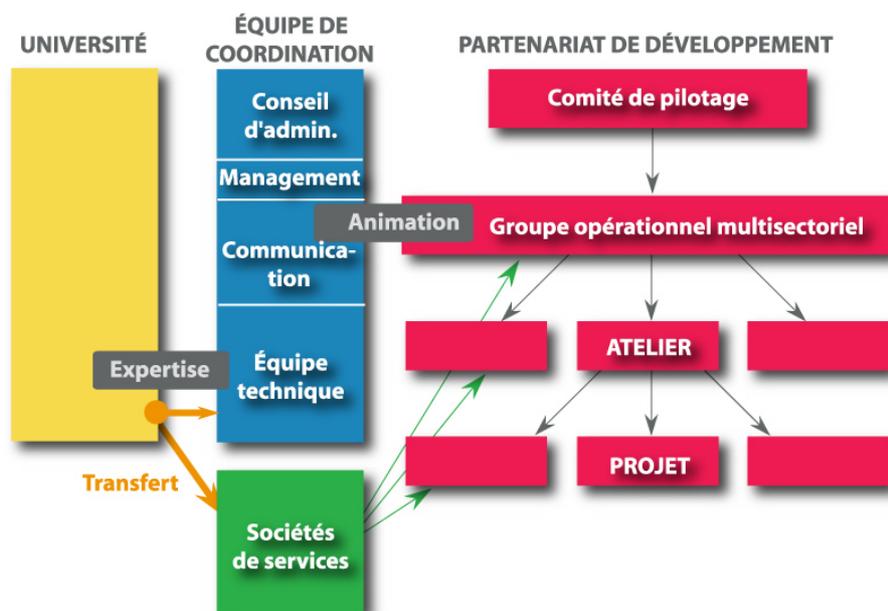


Figure 5 : Gouvernance de l'observation au sein des partenariats multisectoriels.

Les acteurs constituant le partenariat de développement sont réunis dans un *groupe opérationnel*. Il définit l'ensemble des données utiles, supervise les analyses et interprète les résultats. Il élabore le guide multisectoriel de diagnostic et d'évaluation, le répertoire de services et opère la sélection des indicateurs territoriaux cohérents avec le guide. Il actualise régulièrement les documents ou les bases de données.

Les partenaires collectent les données et les partagent pour l'analyse. Un diagnostic qualitatif identifie les principaux profils de besoins alors que les tris quantitatifs estiment l'importance des groupes d'individus correspondants.

Les acteurs participent ensuite à l'interprétation des résultats au sein d'*ateliers* thématiques définis et constitués en fonctions des profils de besoins. Les ateliers confrontent les besoins mis en évidence par le diagnostic avec le répertoire des services pour identifier les lacunes et les inadaptations de l'offre de services par rapport aux besoins. Ils comparent encore la distribution territoriale des besoins avec celle des services. Ils confrontent les résultats aux indicateurs territoriaux pour exploiter les potentialités du territoire et pour tenir compte de ses contraintes.

Cette démarche d'observation débouche sur des *projets* d'action qui sont élaborés dans les groupes de projet. Elle permet ensuite d'évaluer régulièrement les actions réalisées.

Le partenariat assure également la publication des résultats, d'abord sur un site Extranet destiné aux partenaires, puis sur un site Internet public.

La fonction d'*observation* est généralement réalisée par une équipe de coordination, qui assurent également des fonctions d'animation, de communication et de management de projet pour le compte du partenariat. Cette équipe assume notamment les tâches informatiques, documentaires, statistiques et cartographiques liées à l'observation. Un lien avec l'université, locale de préférence, lui apporte généralement l'appui, le conseil et l'accompagnement nécessaires dans le cadre de la recherche-action. La caENTI a proposé une *Lettre de qualité* pour la recherche-action impliquant l'observation dans le contexte de partenariats multisectoriels.

La réalisation du diagnostic, sa répétition régulière, la constitution et l'actualisation permanente du répertoire et des indicateurs contextuels alimentent un système d'information partagé et participatif.

2.3. Les systèmes communautaires d'intelligence territoriale

La modélisation de systèmes communautaires d'intelligence territoriale, veut proposer un type de système d'information territorial qui permette aux partenariats multisectoriels, ou mieux à la communauté territoriale, d'exploiter pleinement le potentiel des technologies de l'information et de la communication pour partager l'information et pour s'associer à l'analyse des résultats, à l'élaboration des propositions et des projets.

Ils doivent permettre d'intégrer les logiciels d'analyse statistique et spatiale (bleu) dans un flux documentaire et éditorial de la collecte des données à la publication des résultats sur Internet. En outre ils sont conçus pour automatiser les protocoles de traitement et d'analyse de l'information (jaune), en fonction des usages (orange) des acteurs pour faciliter leur participation à la définition des contenus, leur collaboration à l'analyse des résultats, à l'élaboration de projets, puis à la gestion et à l'évaluation de ces projets.

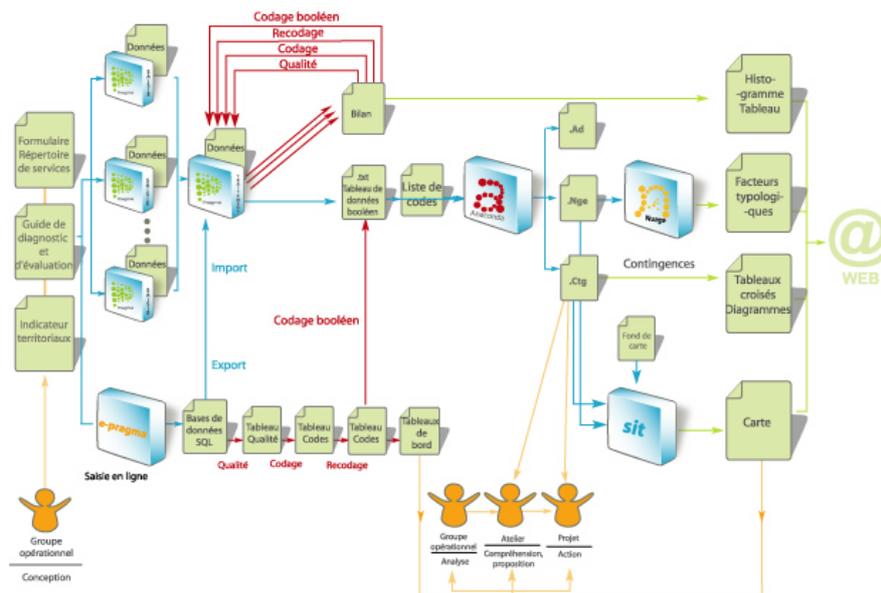


Figure 6 : Modélisation des systèmes communautaires d'intelligence territoriale.

3. L'observation et ses enjeux

Le programme caENTI a également mis l'accent sur l'observation comme méta-méthode opérant l'intégration des méthodes scientifiques et des outils génériques d'analyse de l'information territoriale. Lieu de rencontre entre la recherche et l'action, l'observation opère la synthèse des connaissances multidisciplinaires et des informations multisectorielles. Elle favorise un processus d'apprentissage qui permet aux communautés de mieux comprendre les dynamiques territoriales pour développer les territoires de façon harmonieuse, équitable et durable.

3.1 l'observation, lieu de rencontre de la recherche et de l'action

L'observation des territoires apparaît comme une interface particulièrement féconde entre le laboratoire et le terrain. Bien qu'en grande partie occultée par l'articulation recherche-entreprise, la synergie entre chercheurs et acteurs territoriaux a montré que non seulement elle était souvent la seule option pour résoudre un certain nombre de problèmes mais qu'elle pouvait permettre de franchir des paliers d'innovation.

Cette liaison laboratoire-territoire suppose qu'un va et vient permanent se mette en place entre chercheurs et acteurs territoriaux et que le fonctionnement de ce lien soit lui-même constitué en objet de recherche. A ce stade, la distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée perd une bonne partie de son sens.

Nous évoquerons ici la manière dont un réseau de chercheurs envisage le concept d'observation, à partir du livrable 28 de la caENTI, sous la plume de Marie-Hélène de Sède et Alexandre Moine, chercheurs au laboratoire THÉMA. Ils posent dans ce rapport les principes suivants :

-L'observation n'existe pas sans acteurs, elle se réfère au temps et à l'espace, elle se définit comme étant le regard porté durant un certain temps sur un objet, un ensemble d'éléments en interaction.

-L'observation intègre la notion de temps et celle d'irréversibilité, il s'agit donc d'observer dans la durée des phénomènes caractérisés par leur évolutivité. Or, ces phénomènes doivent être décrits avec précision de manière à rendre compte de leur évolution avec exactitude et sans ambiguïté.

Lorsqu'il s'agit de systèmes complexes dont le comportement est particulièrement imprévisible, ce qui est le cas des systèmes socio-spatiaux à une certaine échelle, l'observation doit alors reposer sur des données fiables qui décrivent de manière consensuelle ces systèmes. Elle consiste en un regard porté de manière durable sur un système donné, décrit par un ensemble d'indicateurs partagés par une communauté.

Ceci remplace les outils d'observation au cœur des systèmes d'acteurs en tension, au sein d'un territoire donné, c'est-à-dire au cœur de la gouvernance.

-L'observation soulève la problématique des indicateurs, qui permettent à partir de données multiples et variées, de représenter les conséquences de l'utilisation, de l'aménagement et de la gestion de l'espace géographique par les hommes. Les indicateurs relèvent de logiques différentes, décrivant soit l'état du système (diagnostic), soit l'impact de politiques d'aménagement (évaluation), soit les évolutions possibles du système (prospective).

Par ailleurs, selon leur organisation au sein des outils d'observation, ils permettront soit d'aborder des thématiques (population, logement, emploi, etc.), soit des enjeux, ceux-ci se situant à l'interface entre diverses thématiques (la précarité par exemple).

-L'observation implique un double partage de l'information, en amont afin d'alimenter l'observatoire, en aval afin de l'exploiter de manière rationnelle. Les territoires locaux, tels que nous les observons à l'heure actuelle, sont multiformes et mobilisent de multiples acteurs du développement autour d'un projet. La gouvernance, qui se décline en de multiples interprétations, accompagne, justifie et encourage ces mutations.

Mais la principale originalité, en même temps que le principal défi des dispositifs d'observation, réside dans le pari des partenariats multisectoriels.

3.2. Les enjeux de l'observation au sein des partenariats multisectoriels

L'intérêt de l'observation territoriale réside en fait déjà dans sa composante procédurale ; elle implique en effet un changement d'attitude qui est en lui-même porteur d'efficacité. En bousculant les frontières habituelles entre disciplines, échelles spatiales, unités territoriales, compétences, et grands domaines, elle appelle un nouveau regard sur le territoire et sur l'action. Cinq dimensions fondamentales nous semblent devoir être prises en compte :

-La dimension de « l'interdisciplinarité politique » : en effet, l'éthique du développement durable implique de rompre avec une vision trop exclusivement économique du développement pour proposer la recherche d'un équilibre entre l'économique, le social et l'écologique. Ce nouveau regard impose une approche globale et systémique des organisations et des dynamiques territoriales, qui s'intéresse principalement aux processus et aux interactions entre les diverses composantes.

Le système n'est plus alors seulement un instrument de connaissance mais une méthode d'approche des problématiques territoriales, et de construction de projets. Cela

suppose le recours à des équipes aux compétences variées mais surtout un souci permanent de la multiplicité des angles de vision.

Dès lors, il devient indispensable de réfléchir aux possibilités de branchement des dispositifs d'observation sur le système territorial et en particulier sur son jeu d'acteurs. L'idée d'un outil d'observation presse-bouton est donc à revoir totalement au profit d'une adaptation au cas d'espèce, et surtout d'une approche en termes de complexité. De la même façon, les rétroactions du dispositif d'observation sur le système territorial méritent d'être reconnues et analysées, pas uniquement dans une optique d'évaluation mais aussi dans une optique d'apprentissage, dans le cadre d'un processus itératif.

L'observatoire peut ainsi agir comme révélateur des fonctionnements et dysfonctionnements territoriaux, et conduire les acteurs en présence à revoir un certain nombre de leurs positionnements. Les expériences d'aide au montage d'observatoires, souvent présentées par les commanditaires comme de simples améliorations techniques, s'avèrent être souvent de redoutables moments d'émergence des contradictions.

-La dimension « multiscale » : on observe une intégration de plus en plus poussée des espaces de vie dans un système complexe de relations avec d'autres espaces et centres de décision, définis à des niveaux d'échelle géographique et institutionnels de plus en plus nombreux, du local au national et à l'international.

Les conflits, ou au moins les incompréhensions, entre acteurs territoriaux sont liés le plus fréquemment au fait qu'ils se réfèrent à des échelles spatiales différentes. Ce référencement procède d'ailleurs bien souvent de représentations dont les porteurs sont peu conscients et qu'il convient de faire apparaître. Sous sa forme plus grave, il s'apparente à une vision de type « syndrome Nimby » et débouche sur du lobbying, des blocages, ou de la résistance passive.

Or, un schéma des contraintes propres à chaque niveau d'échelle, et des compromis nécessaires qui en découlent, est de nature à dénouer bien des problèmes. Encore faut-il que l'instrument d'observation soit conçu dès le départ de manière à ne pas enfermer ses concepteurs-utilisateurs dans un créneau scalaire étroit ou exclusif. Cette réflexion renvoie bien sûr à la question de la structuration des données, en particulier au choix des mailles spatiales et des granulométries temporelles.

-La dimension « interinstitutionnelle du local » : une tendance générale, concernant aussi bien le Nord que le Sud, est caractérisée par des lois de décentralisation, d'administration territoriale, de régionalisation, de communalisation généralisée, d'aménagement endogène du territoire, qui d'une part déplacent le centre de gravité décisionnel de l'État vers les collectivités territoriales, et d'autre part créent de nouveaux espaces de développement local, relevant par exemple de l'interrégionalité (y compris transfrontalière), de l'intercommunalité, ou du principe des territoires de projets. Le rapprochement des instances de décision des réalités du terrain offre de nouvelles perspectives d'action, mais il suppose que s'installent entre les différents acteurs, aux champs de compétence parfois mal délimités, des relations de concertation et de coopération.

Après le décloisonnement vertical, c'est de décloisonnement horizontal qu'il s'agit ici. Dans certains pays, le défi est particulièrement difficile. En France, la projection sur le niveau local des différents services déconcentrés de l'Etat, de collectivités territoriales emboîtées spatialement mais pas hiérarchiquement (régions, départements, communes) et de diverses structures intercommunales, en général récentes, rend délicate cette prise en

compte. On rencontre des acteurs véritablement désemparés face à des dispositifs d'action et de connaissance qui ne s'articulent pas ou mal, et face à une incapacité à faire advenir une vision globale du territoire.

Deux problèmes opposés peuvent alors apparaître, soit une méfiance vis à vis d'un outil d'observation dont l'utilisation, et même déjà la mise en place, conduiraient à bousculer les hiérarchies implicites et les prérogatives ; soit une conception quasi-magique de l'observatoire et l'idée trompeuse qu'il pourrait tenir lieu de concertation, alors qu'il ne peut bien sûr qu'être un effet, parmi d'autres, de cette concertation.

-La dimension de la « participation » : un besoin croissant de démocratie et d'efficacité se traduit par une demande de plus en plus forte de participation de la société civile à l'élaboration de projets de développement territoriaux et à la prise de décision. Acteurs économiques, monde associatif et simples citoyens cherchent à faire entendre leur voix pour construire un avenir qui les concerne tous.

Les démarches participatives sont parfois décevantes, par l'insuffisante implication du public ou par l'effet tribune offert à des leaders d'opinion. L'expérience montre toutefois que si des instruments permettent aux populations d'avoir une vision claire des enjeux et des leviers, alors, elles s'approprient alors véritablement les instances participatives.

Dans certains cas, la réalisation d'un dispositif d'observation peut devenir un objectif des organismes participatifs pérennes comme les Conseils de Développement Participatif (CDP) des communautés d'agglomération françaises. De même, les structures participatives mises en œuvre dans le cadre des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) font fréquemment remonter le besoin de mettre en place un observatoire, au moins dans sa forme élémentaire de tableau de bord.

On observe d'ailleurs, dans l'exemple français, que l'émergence de l'intercommunalité a favorisé la diffusion de l'idée de gouvernance participative, qui elle-même a amplifié le développement des outils d'observation. Construits sur des agrégats de communes, donc sur des territoires mal assurés dans leur périmètre et dans leur légitimité, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont trouvé dans le participatif l'ancrage démocratique qui leur manquait mais se sont trouvés en porte-à-faux par rapport aux instruments d'information existant. L'élargissement des compétences des collectivités territoriales (gestion du réseau routier par exemple) et la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat font actuellement ressentir les mêmes besoins en matière d'observation.

-La dimension de « l'articulation privé/public » ; longtemps dissociées ces deux instances ont souvent pensé leurs relations en terme de pression exercée par la première sur la seconde ou de séduction exercée par la seconde sur la première. Or, il apparaît aujourd'hui que les deux sphères du privé et du public doivent être associées dans la planification territoriale stratégique et les montages opérationnels. Dans les pays où la sphère publique a joué historiquement un rôle important dans les domaines du social, de l'économie et de l'aménagement du territoire, les méfiances réciproques restent vives, et le partage d'instruments d'observation est un objectif ambitieux.

Le monde associatif peut jouer à cet égard un rôle d'interface ou de catalyseur ; l'université peut également être un acteur décisif dans la mesure où elle articule de plus en plus la recherche publique, les entreprises, les collectivités locales. Quoi qu'il en soit, tous les exemples réussis de partenariat public/privé dans le domaine de l'observation acquièrent une forte valeur d'exemple et sont l'objet de toutes les attentions. Mais les

difficultés sont telles que, dans le contexte français tout au moins, la dévolution du rôle de maître d'œuvre à un laboratoire de recherche universitaire, instance considérée comme neutre et uniquement soucieuse de connaissance, apparaît fréquemment comme une solution facilitante.

Conclusion

On l'aura compris à la lumière des différentes communications présentées à ce congrès, les questions relatives à la connaissance et à la gestion des territoires en sont aujourd'hui à un tournant. Une sorte de concomitance apparaît entre l'essoufflement des modèles anciens de conduite des territoires, l'apparition de nouveaux paradigmes scientifiques et politiques, l'émergence de revendication des acteurs locaux, et le développement d'outils technologique liés aux technologies de l'information et de la communication.

On sait désormais qu'il n'y aura plus guère d'excuses présentables pour justifier l'absence de mise en œuvre et de suivi en matière d'outils de gouvernance. Des disciplines nouvelles sont en train de naître ou de s'affirmer, comme l'intelligence territoriale, des métiers du territoires sont en train d'apparaître, des formations et des filières s'organisent à différents échelons, des travaux de recherche se développent, en relation étroite avec la demande sociale mais aussi avec la prise de conscience des problématiques de la vulnérabilité et de la résilience territoriales.

La prochaine étape de la réflexion concernera la question cruciale de la pérennité, pérennité des dispositifs d'observation, pérennité des instances de concertation qui sont encore souvent aujourd'hui des organes de mission plutôt que de gestion, pérennité de l'apprentissage, pérennité des boucles de rétroaction entre les acteurs de ces évolutions. Cette pérennité dans le champ de la connaissance et de ses liens avec l'action est finalement l'équivalent de la durabilité dans le champ du développement ; elle est probablement aussi une condition de sa possibilité d'être.

Conclusion

Bibliographie

AMIOTTE-SUCHET L., MIEDES UGARTE B., REDONDO TORONJO D., 2008: "Work Package 5: Proposal of an European Letter of Quality on Action-Research Favoring Territorial Governance of Sustainable Development". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007. <URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Amiotte-Suchet>>

ASENSIO COTO M. J., MÍNGUEZ MORENO O., 2008: "Sustainable Development: Elements for its interpretation". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007. <URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Asensio>>

BOZZANO H., RESA S., 2008: "RET: Network for the understanding of the territory. The case of Buenos Aires, Argentina". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007. <URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Bozzano>>

CHARLIER J., DEVILLET G., BRUNETTI E., CUSUMANO C., DELVOYE J.-M., DOYEN P., URBAN A., 2008: "To a TI Community System: Shared Diagnostic and Territorial Animation of a Seraing's area (Belgium)". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007. <URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Charlier>>

DE SEDE M.-H., MOINE A., 2008, « l'observation », in Deliverable 28 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union. <URL/ <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable47>>

DAMY S., HERMANN B., JACQUES I., GIRARDOT J.-J., MASSELOT C., 2008: "The contribution of the computer science as well as the information and communication science approaches for the editorial function of the territorial information systems". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October

2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Damy>>

DUMAS P., GARDERE J.-P., BERTACCHINI Y., 2008: "Contribution of socio-technical systems theory concepts to a framework of Territorial Intelligence". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Dumas>>

GIRARDOT J.-J., 2008: "CAENTI. Activities and prospects". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Girardot1>>

GIRARDOT J.-J., MASSELOT C., DAMY S., HERRMANN B., JACQUES I., SANCHEZ C., ASENSIO M. J., 2008: "Progress and prospects of the wp6 "tools for actors"". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Girardot2>>

KOUZMINE Y., AVOCAT H., DE SEDE-MARCEAU M.-H., 2008: "Observation of Saharan Territorial Structures and Dynamics". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Kouzmine>>

MOINE A., SIGNORET P., 2008: "How the local governance system is influenced by the creation of an observatory: the OSER 70 experiment". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Moine>>

MULLER J.-P., PERETZ A., 2008: "Influence of the Contexts and Associative Organisation on the Implementación of a Follow-up System of Users' Itineraries". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Muller>>

ORMAUX S., 2008: "Inter-visibility a Concept at the Service of Territorial Intelligence, a Tool at the Service of Governance". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Ormaux>>

PASCARU M., 2008: "The Restoring of Inquiry Results in Action Research and the Community Development Founding". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007. <URL:

<http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Pascaru>>

RODRÍGUEZ VILLASANTE T., 2008: "Research-Action Applied to Territorial Development". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Rodriguez>>

SHIANG J., TSAY R., 2008: "Territorial Governance and Residential Welfare: Experiences from Taiwan". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Shiang>>

WOLOSZYN P., BOURDIN G., 2008: "Urban HyperScape: a community game for territorial knowledge". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, HUELVA (Spain), 24-27 October 2007.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/huelva07/Woloszyn>>

GIRARDOT J.-J., PASCARU M., ILEANA I., 2007: "Acts of the Annual International Conference ALBA IULIA 2006 (2 volumes)". Deliverable 12 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable12>>

MIEDES-UGARTE B., 2007: "caENTI Quality Letter of Action-Research favouring Territorial Governance of Sustainable Development". Deliverable 47 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable47>>

GIRARDOT J.-J., SANCHEZ C., ASENSIO M.J., 2007: "Specifications for a European on-line Inclusion Itinerary Accompaniment File", deliverable 57 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable57>>

BRUNAU E., 2007: "The choice of the employment area as an intervention territory in the field of the professional insertion". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Brunau>>

FERNANDEZ QUINTANILLA J., MAHIA CORDERO J., GIRARDOT J.-J., MASSELOT C., 2007: "ACCEM observation strategy", in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006, 8 p.

<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Fernandez>>

- GIRARDOT J.-J., 2007: "Activities and prospects of CAENTI". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006, 9 p.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Girardot1>>
- GIRARDOT, J. -J., 2007: "The editorial function of the territorial intelligence systems". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006, 6 p.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Girardot2>>
- GIRARDOT, J.-J., 2007: "Tools for territorial intelligence actors. Activities and prospects of research activities concerning tools of territorial intelligence for sustainable development actors. Work Package 6 "Tools for Actors" of CAENTI", in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006, 8 p.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Girardot4>>
- MIEDES UGARTE B., 2007: "Analysis of the application of the governance principles of sustainable development to territorial research-action". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Miedes2> >
- MIEDES UGARTE B., SANCHEZ LOPEZ C., PEREZ MORALES G., MORENO A., 2007: "Are local labour markets suitable space units in order to define sustainable territorial development strategies?" in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Miedes1>>
- ORMAUX S., 2007: "Methods for territorial intelligence". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Ormaux>>
- PERETZ A., GIMBERT J.-P., 2007: "Development of a co-operative information system for the follow-up of the evolution of users' situation (children, youngs and adults mentally handicapped)". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Peretz>>
- SANCHEZ, C., GIRARDOT, J.-J., 2007: "Specifications of the contents of the European Guide of Diagnosis and Evaluation.", in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006, 25 p.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Sanchez>>
- TOURNEUX F.-P., NUNINGER L., OSTIR K., 2007: "ModelTER: modelling of landscapes and territories over the long term, the members of an European Associated Laboratory (EAL) in CAENTI". in: Acts of International Conference of Territorial Intelligence, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/alba06/Tourneux>>
- SANCHEZ LOPEZ C., GIRARDOT J.-J., 2006: "European contents specification for a "CATALYSE" guide for diagnosis and evaluation". Deliverable 51 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable51>>
- SANCHEZ LOPEZ C., GIRARDOT J.-J., MASSELOT C., 2006: "European contents specifications of an on line territorial repertory of services". Deliverable 52 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable52>>
- GIRARDOT J.-J., CHEN D., 2006: "List of territorial indicators available on internet for comparison with CATALYSE Data". Deliverable 53 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable53>>
- GIRARDOT J.-J., 2006: "Specifications for the software "PRAGMA" of quantitative collection and treatment software". Deliverable 54 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable54>>
- GIRARDOT J.-J., MASSELOT C., 2006: "Conceptual and methodological specifications for a Territorial Information Community System, including technical specifications for integration of "PRAGMA" with the software of qualitative data analysis "ANACONDA"". Deliverable 55 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable55>>
- GIRARDOT J.-J., SANCHEZ C., ASENSIO M.J., 2006: "Guidance notes for the use of CATALYSE information and tools", 3 parts, deliverable 56 of CAENTI project funded under FP6 research program of the European Union.
<URL: <http://www.territorial-intelligence.eu/index.php/caenti/deliverable56>>
- BERTACCHINI Y., GIRARDOT J.-J., GRAMMACIA G., 2006: "De l'intelligence territoriale : Théorie, Posture, Hypothèses, Définition", in : *Actes du 5ème Colloque TIC & Territoire : quels développements ?* Université de Franche-Comté, BESANÇON (France), 9 et 10 juin 2006, ISDM, n° 26, 7 p. <URL: <http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm26/3.YB-JJG-GG.pdf>>

- GIRARDOT, J.-J., 2006: "La fonction éditoriale des systèmes d'intelligence territoriale". in: *Acts of International Conference of Territorial Intelligence*, ALBA IULIA (Romania), September 20th-22nd, 2006, 6 p. <URL: http://www.territorial-intelligence.eu/telechargement/albaiulia2006/Alba06-Girardot4_fr.pdf>
- LIU L.W., GIRARDOT J.-J., 2006: "Globalization and Community Development. Multi-Sector Collaboration with Information Technology as Strategies", in: *52nd Annual Program Meeting, Council on Social Work Education*, CHICAGO (USA), 301c, February 16-19, 2006.
- DELVOYE, J.-M., GIRARDOT J.-J., 2005: « Les outils de l'Intelligence Territoriale pour les acteurs de terrain à Seraing : entre appropriation des méthodes et acquisition de compétences », in : 3e colloque international du Réseau Européen d'Intelligence Territoriale, LIÈGE (Belgique), 20-21 octobre, 2005 7 p. <URL: <http://mti.univ-fcomte.fr/reit>>
- GIRARDOT, J.-J., 2005: "Concepts, principes et outils de la méthode CATALYSE", in : *3e colloque international du Réseau Européen d'Intelligence Territoriale*, LIÈGE (Belgique), 20 et 21 octobre 2005, 5 p. <URL: <http://mti.univ-fcomte.fr/reit>>
- GIRARDOT, J.-J., 2005: "Integration of data analysis tools within territorial information systems.", International Conference on Theory and Applications of Mathematics and Informatics, ALBAC (Romania), September, 15-17.
- DELVOYE J.-M., GIRARDOT J.-J., et al., 2004: "Intelligence territoriale et développement communautaire : application de la méthode Catalyse à Seraing" - *2ème colloque international sur les programmes locaux et régionaux de santé*, QUÉBEC (Canada), 15 octobre 2004, 4 p.
- GIRARDOT J.-J., 2004: "Intelligence territoriale et participation", in : *Actes des 3^{ème} rencontres TIC & Territoire : quels développements ?*, LILLE (France), 14 Mai 2004, Enic et Cies, ISDM, n° 16, 13 p., <URL: http://isdmln.fr/PDF/isdml6/isdml6a161_girardot.pdf>
- VAN DER LEEUW, S., FAVORY, F., GIRARDOT, J.-J., 2004: "The archaeological study of environmental degradation. An example from Southern France.", in CH. L. Redman & al., "*The Archaeology of global change*", Smithsonian Institution, WASHINGTON, 112-129.
- GIRARDOT, J.-J., 2003: "The information technologies applied to social work. Concept, method and tools of territorial intelligence", *invited conference in the International Conference on Social Work*, PINGTUNG University (Taiwan R.O.C.), November 6-7, 2003.
- GIRARDOT, J.-J., 2003: "Concept, method and tools of territorial intelligence : the CATALYSE method", *invited conference (3 days) in the Social Worker National Training School*, NANTAU (Taiwan R.O.C.), November 12-14, 2003
- DAUMAS, J.C., GIRARDOT J.-J., et al., 2002: Programme de recherche du pôle 1 "Intelligence territoriale" de la Maison des Sciences de l'Homme Claude-Nicolas Ledoux, sous la direction de F. FAVORY, BESANÇON (France).
- GIRARDOT, J.-J., 2002: "L'intelligence territoriale", in *Mélanges Jean-Claude WIEBER*, Annales Littéraires de Franche-Comté, BESANÇON (France)
- GIRARDOT, J.-J., 2000: "Principes, Méthodes et Outils d'Intelligence Territoriale. Évaluation participative et Observation coopérative", in : *Conhecer melhor para agir melhor, Actes du séminaire européen de la Direction Générale de l'Action Sociale du Portugal*, EVORA (Portugal), 3-5 mai 2000, DGAS, LISBONNE, décembre 2000, 7-17.
- GIRARDOT, J.-J., 2000: "Pauvreté, Expertise et Action", *Cités « Sociétés sans droits ? »*, janvier 2000, PUF, PARIS, 63-88.
- GIRARDOT, J.-J., 1982: "ANACONDA, système conversationnel d'analyse des données.", *Cahiers du SURF*, 1, nouvelle série, 37-74, Université de Franche-Comté, BESANÇON (France).